



## **Interview de François Villeroy de Galhau**

### **« Une grande urgence franco-allemande »**

**Dernières nouvelles d'Alsace – Antoine Latham, le 26 novembre 2015**

En fonction depuis le 1er novembre, le successeur de Christian Noyer a donné hier sa première interview à un quotidien régional à l'occasion de sa visite à Strasbourg. François Villeroy de Galhau insiste sur la convergence nécessaire entre la France et l'Allemagne, tant sur le plan économique qu'en termes de sécurité.

#### **Dernières nouvelles d'Alsace**

**Vous êtes un homme des frontières, européen par conviction. Comment voyez-vous une plus grande convergence entre nos deux pays ?**

#### **François Villeroy de Galhau**

C'est une question essentielle et je m'exprime comme un des responsables de l'euro, qui fait désormais partie de notre patrimoine commun entre Français et Allemands. Euro qui est d'ailleurs soutenu par une grande majorité de l'opinion publique des deux côtés du Rhin. Après les attentats et particulièrement ici à Strasbourg, je ressens une grande urgence franco-allemande. Chacun de nos deux pays doit faire face à un défi extrêmement fort, la guerre contre le terrorisme en France et l'accueil des réfugiés en Allemagne. Chaque pays pourrait s'y sentir un peu seul. Mais si nous laissons la frontière du Rhin s'élargir à nouveau entre nous, nous perdrons beaucoup. Ne laissons pas les menaces extérieures mettre en péril ce que nous avons construit ensemble. Nous avons donc intérêt à unir nos forces économiques et financières. Au-delà, il est essentiel que nous construisions, nous Français et Allemands, une meilleure gouvernance économique de la zone euro pour avoir une croissance et un emploi plus forts. Cela fait partie aussi de nos réponses de long terme au terrorisme.

**Vous avez pris position très vite sur la prévention des risques de financement terroriste, aux côtés de Michel Sapin ?**

Nous avons, dès la semaine dernière, publié des lignes directrices actualisées de ce que les banques et les compagnies d'assurance ont à faire pour lutter contre le blanchiment. Je n'ai pas de doute sur leur mobilisation, mais nous nous sommes adaptés aux prescriptions du GAFI, qui a publié un rapport en 2015, en renforçant les obligations pesant sur les banques.

Michel Sapin a également annoncé lundi notamment le combat contre l'anonymat des cartes prépayées qui peuvent être un instrument trop facile d'accès pour des terroristes. Nous devons renforcer la lutte contre le terrorisme sur tous les fronts, y compris le front financier.

### **À quoi sert la Banque de France, aujourd'hui, dans l'Eurosystème ?**

Elle est au cœur du soutien à l'économie française et européenne. On oublie souvent que l'Eurosystème est une organisation fédérale efficace ...

### **Et donc assez étrangère à la culture politique centralisatrice française ?**

Les Français ont joué un grand rôle dans la construction de ce système fédéral, qui repose sur un centre, la Banque centrale européenne à Francfort, et des banques centrales nationales qui sont chargées, dans la stratégie monétaire, d'un rôle déterminant dans la préparation des décisions. Je participe à ces décisions tous les quinze jours à Francfort. Et puis il y a une mission clé de la Banque de France dans l'exécution des décisions et la conduite des opérations de marché, la surveillance des paiements, la fabrication des billets. Le bon fonctionnement de l'euro repose sur une action très engagée de la Banque de France. Nous avons deux autres missions. D'abord, la stabilité financière avec la surveillance des banques et des assurances. Ensuite, le service économique, que rend notamment le réseau de la Banque de France auprès des entreprises et PME, par la cotation et la médiation du crédit, et auprès des particuliers dans la lutte contre le surendettement et l'accès aux comptes bancaires. C'est un rôle très quotidien et très visible au service de notre économie. La Banque de France a la chance d'avoir la tête dans l'Europe et les pieds sur le terrain. Cela en fait un outil très efficace au service des Français

### **Comment percevez-vous la situation de l'économie française ?**

Hors effet des attentats, encore difficile à estimer, nous voyons une économie française en reprise conjoncturelle confirmée. Nous devrions avoir plus de 1 % de croissance en 2015. Ce mieux conjoncturel va s'amplifier progressivement l'année prochaine. Le défi que nous avons pour la France et la zone euro, c'est de transformer ce mieux conjoncturel en une reprise forte, durable et créatrice d'emplois. Ceci passe notamment par l'investissement des entreprises et par leur confiance.

### **Et pourtant, la confiance ne se décrète pas...**

La confiance se joue dans l'esprit de centaines de milliers d'entrepreneurs. Mais tout ce qui réduit l'incertitude, donne un cap prévisible, simplifie la vie des chefs d'entreprise... Tout ceci participe à l'augmentation de la confiance. Le choc de simplification et tout ce qui stabilise les règles fiscales ou sociales vont dans le sens de la prévisibilité.

### **Vous êtes le premier gouverneur à avoir fait une bonne partie de sa carrière dans le privé, est-ce un atout pour vous ?**

Je suis profondément un homme de service public. J'y ai consacré les deux tiers de ma carrière, ce sont ma culture, mes racines, mon engagement. Mon passage en entreprise, dans la banque de détail et sur le terrain me donne au moins une meilleure connaissance de la réalité des entreprises et des particuliers. C'est un atout dès lors qu'est garantie mon indépendance par rapport à tout intérêt privé. J'ai pris des engagements très clairs vis-à-vis

des parlementaires et ma nomination a été approuvée par plus de 80 % d'entre eux, tous bords politiques confondus.

**Vous êtes désormais un chef d'entreprise, en responsabilité de 12000 salariés. L'effort de rationalisation va-t-il se poursuivre ?**

Oui. Je crois que toute grande institution publique est appelée à évoluer, à se transformer pour marquer sa pérennité et exercer durablement ses missions. Je crois profondément aux missions de la Banque de France et elle sera d'autant plus forte et reconnue par nos concitoyens qu'elle sera efficace. La numérisation transforme nos activités. Nous avons également de nouvelles missions, comme la médiation du crédit. La Banque de France peut aussi jouer son rôle dans l'éducation financière de nos concitoyens, l'aide à la gestion de leur budget notamment pour les plus défavorisés. Nous réduisons notre réseau de caisses mais en maintenant une présence de place très forte, au moins une succursale dans chaque département. Nous poursuivrons la baisse des effectifs dans le respect de l'emploi de chacun et au fur et à mesure des départs à la retraite.

**Est-il possible que vous ne soyez plus, demain, imprimeur fiduciaire ? D'autres pays confient la fabrication des billets en sous-traitance...**

Oui, mais je crois que ceci serait dommage. Le modèle européen repose sur un mix, avec de la fabrication publique et de la sous-traitance privée. En France, nous sommes la seule banque centrale à avoir les deux outils, la papeterie et l'imprimerie, les deux en Auvergne. Il est très important que nous puissions là aussi investir et moderniser. La fabrication et le contrôle de la circulation de billets plus sûrs sont une mission essentielle puisque cela fait partie de la confiance des citoyens dans la monnaie. Le nouveau billet de 20 euros avec de nouveaux signes sécurisés résulte largement de notre expertise industrielle.

**Si vous aviez un conseil à donner aux millions de patrons de PME, quel serait-il ?**

Regardez l'Alsace. Avec un tissu économique exceptionnel et une part de l'industrie supérieure à la moyenne française, elle montre des exemples pour l'ensemble du tissu entrepreneurial français : l'effet de réseau, la durée, les entreprises familiales... Ce sont des forces que l'on retrouve de l'autre côté du Rhin, et en Alsace davantage qu'ailleurs en France. J'y crois énormément. L'amélioration du climat des affaires est un peu plus forte en Alsace, notamment dans le secteur des services marchands. Dans toute la France, les entrepreneurs sont essentiels dans la bataille pour la croissance et l'emploi : nous leur devons tout notre soutien dans les mots et dans les actes. C'est ceci qui nous permettra de passer d'un mieux conjoncturel à une reprise durable indispensable pour la zone euro. La politique monétaire que nous menons, avec des conditions de financement très favorables, y contribue activement.

**Espérez-vous une baisse du chômage en 2016 ?**

Ce qui est essentiel, c'est le taux de croissance que nous atteindrons. Si nous voulons faire reculer le chômage, il faut viser une croissance supérieure à 1,5 %. Ceci passe notamment par des investissements et des réformes qui nous permettent d'accroître la « croissance potentielle » de la France, c'est-à-dire la vitesse de croisière de l'économie française. De ce point de vue, certaines des réformes qui ont bien fonctionné ailleurs, en Allemagne

notamment, depuis une dizaine d'années nous montrent le chemin. Et ceci est compatible avec notre modèle social européen.

## BIO EXPRESS

24 février 1959, naissance à Strasbourg.

1988, ancien élève de Polytechnique (1978) et de l'ENA (1984), inspecteur des finances, il entre à la direction du Trésor.

1990, conseiller de Pierre Bérégovoy à Bercy puis à Matignon.

1997, nommé directeur de cabinet des ministres des Finances Dominique Strauss-Kahn puis Christian Sautter.

2000, nommé directeur général des impôts.

2003, devient PDG de Cetelem.

2008, responsable de la banque de détail au sein de BNP Paribas.

2011, directeur général délégué du groupe BNP Paribas.

Mai 2015, mission sur le financement de l'investissement des entreprises.

30 septembre 2015, nommé gouverneur de la Banque de France sur proposition du président de la République après approbation par le Parlement.

À ce titre également membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne à Francfort et président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) en France. Prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre.



François Villeroy de Galhau. PHOTO DR MARTHE LEMELLE